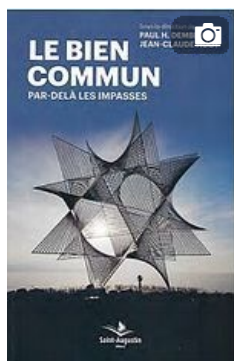
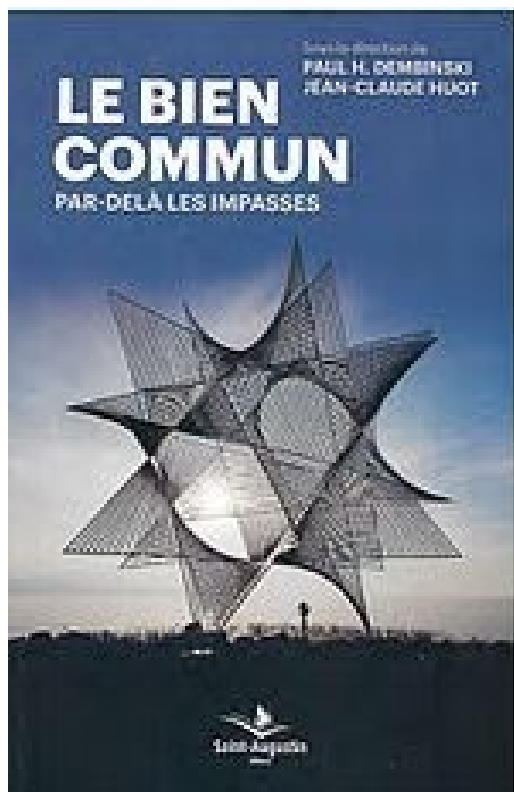


## DOCTRINE SOCIALE : Comment articuler bien commun et intérêt général ?

Par , le 15/9/2017 à 09h09



Le bien commun par-delà les impasses

Sous la direction de

Paul H. Dembinski et Jean-Claude Huot

[Éditions Saint-Augustin](#), 352 p., 20€

Recension de Jean-François Petit, aa

Les recherches sur le bien commun ont repris de façon intensive depuis une dizaine d'années. En novembre 2007, un colloque organisé au Sénat par l'Institut catholique de Paris s'était même demandé si la politique peut encore apporter du sens à une société avide d'en trouver. Déjà, les diverses approches avaient pu commencer à être évaluées : fallait-il désormais parler de « bien commun mondial » ? Comment concevoir une vision moins déductive ? Comment articuler bien commun et intérêt général ? Quel rapport aux grands héritages sur le sujet ?

Il n'est pas étonnant que ces questions trouvent désormais d'amples développements. L'[Institut catholique de Paris](#) a engagé un programme de recherche sur le sujet. Mais l'[université de Fribourg](#) a aussi produit un très intéressant colloque en 2015. Ce n'est pas tant l'interdisciplinarité (théologie, sociologie, philosophie politique ou économie) qui retient l'attention dans cet ouvrage que la qualité des travaux des contributeurs, bien connue des spécialistes. Pour ne citer que certains d'entre eux, Paul Dembinski est au fait des questions concernant la finance depuis des années, la contribution majeure de Maria Nowak à l'économie sociale et solidaire n'est plus à prouver, Denis Müller est l'un

des ténors de l'éthique protestante, Maxime Egger est l'une des têtes chercheuses de l'écospiritualité, Mathias Nebel joint le geste à la parole en étant désormais parti au Mexique à l'université de Puebla. Pour la partie théologique, on pouvait s'attendre à ce que Mgr Morerod se situe à juste titre dans la lignée du cardinal Journet. Ce dernier fut en quelque sorte un « alter ego » de Jacques Maritain sur le sujet.

Certes le contexte a changé : nous n'en sommes plus, comme dans le tournant de la Seconde Guerre mondiale, à fustiger une conception de l'individu ayant conduit au malheur des démocraties ou à tenter de reconstruire sur les décombres des totalitarismes. Mais la postface de l'archevêque de Canterbury, Mgr Welby, est sévère sur la situation actuelle : « les questions relatives à l'environnement, à la guerre et au terrorisme, aux inégalités dans le commerce et le développement, celles relatives aux échecs dans l'aide apportée aux familles sont truffées de nos erreurs dues à ce que nous ne voyons pas » (p. 338). C'est bien là justement le problème : la question du bien commun elle-même, sans une analyse serrée comme celle de cet ouvrage, peut devenir un paravent idéologique et la justification de toutes nos inactions. Mgr Stenger avait déjà attiré l'attention en 2007 : la notion de bien commun ne veut rien dire si on n'a pas le souci de dispositifs qui permettent à chacun d'en être bénéficiaire. C'est pourquoi les conditions d'une gouvernance, y compris mondiale, doivent être réenvisagées. Mais qui aujourd'hui va se risquer à vouloir renforcer le multilatéralisme ? Autre question : comment mieux prendre en compte la crise anthropologique contemporaine, sauf à créer une notion de bien commun parfaitement inadaptée à la situation ? En somme, la recherche doit être complétée. Mais cet ouvrage nous met assurément sur de bonnes pistes.

Jean-François Petit, aa, pour *La Documentation catholique*